



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mardi 13 août 2013  
Numéro 399

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

---

## Titres des journaux

---

---

As Safir (nationaliste arabe)

*Voilà comment les évêques  
Boulos Yazigi et Youhanna  
Ibrahim ont été enlevés*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Sleiman prépare la naissance  
d'un gouvernement à partir  
de Beiteddine?*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Sleiman évoque un gouvernement  
monochrome*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Sleiman: Assez de mensonges*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Sleiman: Je ne renoncerai pas à  
mes prérogatives dans la formation  
du gouvernement*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Rapt des pilotes turcs: le feu couve  
sous la cendre*

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

*Haidar: La plupart des pays  
européens cherchent de nouveaux  
canaux de contacts avec Damas*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Des dizaines de morts des deux  
camps dans des batailles pour  
le contrôle de Deir Ezzor*

---

## L'événement

### **Cabinet «neutre»: Le 8-Mars conseille à Sleiman la prudence**

Certains milieux politiques libanais tentent de profiter des derniers événements sur le plan sécuritaire pour accélérer la formation d'un gouvernement, invoquant le fait que le vide au niveau du pouvoir exécutif favorise le désordre et le chaos. Au lendemain de l'embuscade de Ersal, qui a fait un mort et trois blessés dans les rangs du convoi du président de la municipalité de la localité, Ali Hojeiri, et du rapt, sur la route de l'aéroport, de deux pilotes turcs, des voix se sont élevées pour réclamer la formation le plus rapidement possible du nouveau gouvernement. Et en l'absence d'accord sur un cabinet d'union nationale, les choses se dirigeraient vers un gouvernement de fait accompli, affublé de l'appellation «cabinet neutre».

Selon diverses sources politiques, le président de la République, Michel Sleiman, pencherait de plus en plus vers un tel scénario, même si certaines forces politiques, comme le Hezbollah, le Mouvement Amal et le Courant patriotique libre, ne seraient pas représentés dans cette équipe ministérielle. Dans ce contexte, le chef de l'État a affirmé, hier, qu'il ne se départira pas des prérogatives de former le gouvernement que lui accorde la Constitution. «La Constitution accorde au président de la République et au président du Conseil désigné la prérogative de former conjointement le gouvernement, conformément à ce qu'ils pensent être l'intérêt du pays. Il n'est donc pas question de renoncer à cette prérogative, alors même que je réclame l'amélioration et le développement des prérogatives du président de la République. Je le dis donc à tous, très clairement, il faut former le gouvernement dans les plus brefs délais.» Et de donner le gouvernement sortant, pourtant formé d'une majorité «d'une seule couleur politique», en exemple d'impartialité. «Notre présence est la garantie nationale du respect de la Constitution qu'une partie politique y soit représentée ou pas», a-t-il insisté avant d'ajouter : «Très prochainement commence la course à la présidence de la République. Il n'est plus possible d'attendre. Nous souhaitons la formation d'un gouvernement représentatif de toutes les communautés libanaises, à condition que ce principe ne se transforme pas en une barricade qui entraverait la formation du cabinet».

Réagissant à cette tendance présidentielle qui se dessine tous les jours avec plus de conviction, la coalition du 8 Mars a envoyé, lundi, une lettre au président Sleiman l'exhortant à la prudence dans le dossier de la formation du nouveau gouvernement. Citant un dirigeant du 8-Mars, le quotidien As safir a rapporté que cette coalition a estimé dans la missive qu'il n'est pas permis au chef de l'Etat d'achever son mandat avec un projet de cabinet qui pourrait aboutir à un conflit interlibanais et, par conséquent, au chaos.

Selon le 8-Mars, le 14-Mars est «prêt à ne pas participer au nouveau cabinet pour plaire aux Américains qui ont informé les dirigeants de cette coalition qu'ils ne toléreront pas un gouvernement incluant un ministre du Hezbollah», ajoute as-Safir. Tous ces dossiers, ainsi que l'incursion d'une patrouille israélienne en territoire libanais la semaine dernière, seront évoqués par le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, qui interviendra à la télévision deux fois cette semaine pour l'anniversaire de la fin de la guerre de juillet 2006.

Mercredi soir, le chef du Hezbollah accordera une interview à la chaîne panarabe al-Mayadeen. Il prononcera en outre un discours, vendredi à 17h, pour la même occasion, à Aïta el-Chaab, au Liban-Sud.

## As Safir

*Mohammad Ballout, correspondant à Paris*

Selon des sources concordantes, les évêques grec-orthodoxe d'Alep, Youssef Yazigi, et syriaque-orthodoxe de la même ville, Youhanna Ibrahim, auraient été tués vers la fin du mois de mai, un mois après leur enlèvement près de la grande métropole du Nord de la Syrie. Ces informations proviennent d'une enquête menée par des milieux de l'Armée syrienne libre proches de la 9ème division, active dans le secteur, et d'informations recueillies par des sources sécuritaires arabes auprès des services de renseignements turcs.

Selon des milieux de l'opposition syrienne, les ravisseurs ont exécuté l'un des deux évêques quelques jours après son enlèvement, alors que le deuxième prélat a été tué dans le courant du mois de mai.

La source sécuritaire arabe affirme que lors d'une réunion avec des responsables des renseignements turcs, il y a deux mois, consacrée à l'affaire des neuf otages libanais détenus en Syrie, une question a été posée sur le sort des deux évêques. La réponse succincte du haut responsable était: «Ils ont été tués.»

Ces dernières heures, le débat sur le sort des deux prélats s'est exacerbé à un tel point que le ministère turc des Affaires étrangères s'est vu obligé de démentir leur présence sur le sol de la Turquie. Ce démenti est intervenu après une lettre publiée la semaine dernière par le patriarcat syriaque à Damas, demandant à tous les protagonistes de clarifier leur position au sujet de l'affaire des deux évêques.

Les yeux sont rivés sur les services de renseignements turcs du fait qu'ils ne sont pas loin de tous les enlèvements qui ont eu lieu à quelques kilomètres du lieu de passage de Libanais, de Syriens et d'Européens de différentes nationalités, enlevés sur le territoire syrien non loin de la frontière avec la Turquie.

Des informations recoupées indiquent que les deux évêques ont été enlevés par le groupe des «partisans du califat», dirigé par Abou Omar le Koweïtien. Les ravisseurs étaient composés de huit jihadistes tchéchènes. Les «partisans du califat» ont changé de nom, il y a quelques temps, pour prendre celui de la «Brigade de l'islam». Abou Omar le Koweïtien dirige un groupe de Mouhajirine (combattants étrangers) composé essentiellement de 200 Tchétchènes. Il est d'origine chiite (son père s'est converti au sunnisme) et son vrai nom est Hussein Iari. Il a prêté serment d'allégeance à Mohammad Rifai, un ancien du jihad en Afghanistan, qui se trouve aujourd'hui à Londres, et qu'il considère comme le calife des musulmans.

## As Safir

*Ghasseb al-Moukhtar, journaliste libanais proche du 8-Mars*

Un rebondissement politique est à prévoir cette semaine, en attendant la cristallisation des positions de Walid Joumblatt et de Michel Sleiman, qui ont affirmé être enclin à appuyer la formation d'un gouvernement neutre. Tammam Salam prendra cette semaine une décision en faveur de la formation d'un tel gouvernement qui obtiendrait la confiance d'une majorité dont seraient exclus le tandem chiite, le CPL, les Marada, le PSNS et le parti Baas, et cela dans l'éventualité où Walid Joumblatt, déciderait de concrétiser sa récente prise de position en faveur de la mise en place d'un gouvernement neutre.

Cependant, des sources proches du tandem chiite ont mis en garde contre la formation d'un gouvernement de fait accompli. Selon elles, la gravité d'une telle mesure réside dans la volonté de mettre à l'écart le Hezbollah de la décision gouvernementale, en camouflant la tendance à prendre des décisions officielles à l'encontre du Hezbollah et de la Résistance en conformité avec la campagne politico-sécuritaire d'envergure menée par des forces et des parties internes, arabes et internationales, visant à mettre la pression sur le parti, sous prétexte qu'il a été inscrit sur la liste des organisations terroristes et que sa participation au nouveau gouvernement fera de ce fait courir au Liban des sanctions internationales. Ces sources ajoutent que la formation d'un gouvernement de fait accompli sera, le cas échéant, dicté par des parties internationales et arabes, dans l'optique d'isoler du processus de prise de décision une composante politique et populaire majeure sur l'échiquier libanais, et donnera lieu par conséquent à des réactions qui pourraient entraîner le Liban dans des problèmes politiques dangereux. Malgré cela, des sources informées soulignent que M. Salam semble attaché à la mise en place d'un gouvernement et il hésite entre deux formule: Un gouvernement politique de trois tiers (3x8), ou un cabinet neutre.

## ILS ONT DIT...

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

“Le Liban respecte strictement le principe des relations privilégiées avec la Syrie prévues par l'accord de Taëf, en empêchant que son territoire ne se transforme en zone tampon par laquelle des armes ou des combattants transitent vers la Syrie, ou bien en asile pour les combattants rebelles. L'accord de Taëf prévoit que nous ne portons pas atteinte à la sécurité de la Syrie et que la Syrie ne porte pas atteinte à la nôtre. La déclaration de Baabda protège le Liban et son unité, tandis que l'engagement du Liban dans une stratégie de défense le protège d'Israël. L'équation armée-peuple-résistance doit être gérée, et qui mieux que l'État est habilité à le faire, à condition que cette gestion ne soit pas unilatérale. Au nom de cette équation, je demande à toutes les parties de revenir à elles-mêmes et à la patrie. Appuyons l'armée, ne la trahissons pas. Ne lui compliquons pas la tâche en multipliant les groupes armés se conduisant à leur gré. Le potentiel national de l'armée, de l'État, de la résistance n'appartient pas à une faction ou une communauté; ils sont propriété de la patrie, et c'est à elle de décider de l'usage de ce potentiel national.

**Adnane Mansour**, ministre libanais des Affaires étrangères

“Le Liban officiel n'accepte aucune opération d'enlèvement. Les services de sécurité poursuivent leurs efforts en vue de la libération des deux pilotes turcs. Ankara n'aura pas recours à des sanctions économiques, car l'affaire est limitée aux deux otages. Concernant les pèlerins libanais détenus à Aazaz, il n'est pas permis que plus d'un an passe sans aucune avancée dans ce dossier. La Turquie n'assume aucune responsabilité dans le rapt des Libanais qui ont été enlevés par un groupe armé syrien. Mais les Turcs peuvent œuvrer à leur libération.

## **Le chef militaire du Front al-Nosra tué par l'armée**

*La chaîne de télévision panarabe al-Mayadeen a rapporté que le commandant militaire suprême du Front al-Nosra en Syrie, Imad Ahmad, a été tué dans des combats contre l'armée syrienne.*

## **Genève 2 pas avant octobre**

*Les autorités russes ont estimé mardi que la conférence internationale sur la Syrie ne se tiendrait probablement pas avant le mois d'octobre. La conférence de Genève 2, dont la tenue a été proposée conjointement par la Russie et les Etats-Unis au début du mois de mai, est censée réunir autour d'une même table représentants du gouvernement de Bachar el-Assad et de la rébellion. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, a expliqué que de nouvelles discussions préparatoires, prévues fin août, puis l'agenda diplomatique international en septembre ne permettraient pas sa tenue avant octobre au plus tôt. «Il est improbable qu'elle ait lieu en septembre du fait de différents événements dont la 'semaine ministérielle' à l'Assemblée générale des Nations unies», a déclaré mardi le diplomate à l'agence de presse Interfax. «Nous sommes favorables à ce qu'elle ait lieu le plus tôt possible, mais nous devons être réalistes sur les circonstances à même d'aboutir à ce forum», a-t-il ajouté. La semaine dernière, les ministres américains et russes des Affaires étrangères et la Défense se sont entendus sur la nécessité d'une relance de ces efforts diplomatiques sans pour autant préciser comment ils comptaient amener les belligérants à la table des négociations.*

## **Kommersant** (Quotidien russe)

La Turquie s'est retrouvée impliquée dans un conflit avec un autre voisin, le Liban. Les chiites libanais ont kidnappé deux pilotes de la Turkish Airlines. Les ravisseurs ont annoncé que le kidnapping des pilotes était une réponse à l'enlèvement d'un groupe de pèlerins chiites en Syrie un an plus tôt. L'incident montre qu'Ankara a sous-estimé les conséquences de son soutien à l'opposition syrienne. Les opposants du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan l'ont accusé d'avoir provoqué l'échec de la doctrine «zéro problème avec les voisins».

Les deux pilotes de la Turkish Airlines, Murat Akpinar et Murat Agca, ont été capturés dans un bus qui se rendait de l'aéroport de Beyrouth à l'hôtel. L'enlèvement a été revendiqué par une organisation inconnue, le «groupe des visiteurs de l'imam al-Rida». A en juger par les revendications des kidnappeurs, ils ont agi dans l'esprit du Hezbollah, principal mouvement des chiites libanais. Toutes leurs déclarations ont été diffusées par la presse proche de cette organisation.

Selon le journal libanais Ad-Diyar, les pilotes seraient retenus prisonniers dans la vallée de Bekaa où s'était caché pendant près de deux décennies le leader kurde Abdullah Öcalan, le terroriste numéro un selon les autorités turques. Aujourd'hui, la majeure partie de ce territoire est contrôlée par le Hezbollah. «Pour l'armée libanaise, une tentative d'intervention serait suicidaire», ont mis en garde les ravisseurs au cas où les autorités décidaient de lancer une opération pour libérer les Turcs.

Le frère d'un des otages libanais de l'époque a déclaré que bien que leurs familles ne soient pas impliquées dans l'incident lié aux pilotes de la Turkish Airlines, elles «saluaient la capture des Turcs qui pourrait faire avancer l'affaire du point mort». L'espoir est qu'Ankara, qui a des liens étroits avec l'opposition syrienne, arrive à faire libérer les Libanais. Dans ce cas, les ravisseurs ont promis que les pilotes pourraient rentrer en Turquie.

Cependant, Ankara n'est certainement pas prêt pour un tel marchandage et a l'intention de s'expliquer uniquement avec Beyrouth. Le président turc Abdullah Gül devrait rencontrer son homologue libanais Michel Sleiman dans les jours à venir. Pour l'instant, il a appelé la population à s'abstenir de voyages au Liban, qualifiant ce pays de risqué et très dangereux.

Dans le même temps, Ankara a déjà commencé à réviser sa coopération avec Beyrouth. L'ambassadeur turc au Liban a annoncé hier la fermeture de la représentation commerciale et du centre culturel auprès de l'ambassade «pour raisons de sécurité». Et le jour de l'enlèvement des pilotes, les autorités turques ont annoncé avoir décidé de retirer leur contingent de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), déployée dans le pays depuis 1978. Le bataillon du génie turc quittera le Liban très prochainement. Toutefois, Ankara le justifie par des raisons «techniques» et non pas comme une réponse à la prise d'otages.

L'opposition turque a profité de l'incident de Beyrouth pour critiquer la politique étrangère du premier ministre Erdogan. L'un des griefs est l'échec du principe «zéro problème avec les voisins», proclamé par le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu. L'opposition accuse Erdogan qui s'est, entre autres, trop activement impliqué dans le conflit syrien.

## **Al Akhbar**

Selon des sources proches du Hezbollah, le parti reste attaché à la formation d'un gouvernement reflétant la réalité politique dans le pays et estime qu'«il n'y a pas de personnalités neutres au Liban».

Les mêmes sources ont prévenu que la formation d'un gouvernement de fait accompli risque de provoquer une explosion de la situation au Liban, ajoutant que la priorité dans la période actuelle doit être au retour du dialogue et non pas à l'interruption des contacts entre les protagonistes. «Il faut former un gouvernement qui transporterait le dialogue à l'intérieur du cabinet et du Parlement et jetterait les bases d'une relance de la table du dialogue présidée par le chef de l'Etat», ont conclu ces sources.